

Maître de l’Ouvrage et Maître d’Œuvre :



un équipement géré par



OPERATION :

**Installation d’une protection incendie dans les
bâtiments J et M
sur le port de Lille**

PLAN GENERAL simplifié DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

INDICES	DATES	DESIGNATIONS
0	06/02/2025	Document établi phase lancement consultation des entreprises suivant le CCTP transmis par le maitre d’ouvrage au Coordonnateur SPS par mail du 31/01/2025.
1	10/02/2025	Mis à jour suite aux observations du Port de Lille



SOMMAIRE

PREAMBULE	3
I – RENSEIGNEMENTS GENERAUX D'ORDRE ADMINISTRATIF	4
1.1 Présentation du projet	4
1.2 Intervenants au titre de l'opération	4
1.3 Entreprises et prestataires :	4
1.4 Organismes de prévention concernés par le chantier	5
1.5 Services Publics, Privés et Concessionnaires	6
1.6 Services de secours :	6
II - MISSION DE COORDINATION	7
2.1 Organisation générale de la coordination	7
2.2 Informations à fournir au coordonnateur	9
2.3 Visite d'inspection commune préalable	10
2.4 Plan Particulier simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPsSPS)	10
2.5 Accidents du travail	10
III - ORGANISATION GENERALE ARRETEE PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
IV – MESURES DE COORDINATION ET SUJETIONS EN DECOULANT	15
4.1 Circulation sur le chantier	15
4.2 Signalisation de chantier / éclairage	15
4.3 Circulation sur les voiries publiques, privées, accès au chantier	16
4.4 Stockage, élimination, évacuation des déchets et décombres	16
4.5 Interactions sur le site	17
4.6 Levage	17
4.7 Utilisation des protections collectives	17
4.8 Chutes d'objet.	18
4.9 Travaux en hauteur, protections collectives contre les chutes et contre l'ensevelissement du personnel	18
4.10 Risque Amiante	19
4.11 Risque Plomb	19
4.12 Risque Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), pollution de sol	19
4.13 Risque lié à la découverte d'engins de guerre	19
4.14 Risque lié à des polluants du site	19
4.15 Lutte contre la pollution atmosphérique	19
Valeur Limite Exposition	19
4.16 Compléments pour les risques particuliers	20
4.17 Risque lié au COVID-19	21
V – INTERFERENCES AVEC ACTIVITES D'EXPLOITATION	22
5.1 Réseaux de distribution ou de transport d'énergies	22
VI - BON ORDRE ET SALUBRITE	24
6.1 Dispositions générales relatives aux installations de chantier	24
6.2 Dispositions relatives aux locaux réservés au personnel	24
VII – SECOURS	25
7.1 Sauveteurs secouristes du travail	25
7.2 Organisation de secours	25
7.3 Secours incendie	25
VIII - COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	26
LISTE DES ANNEXES	26
ANNEXE 1 : CADRE TYPE DE PLAN PARTICULIER simplifié DE SECURITE ET DE	27
ANNEXE 2 : REGLES GENERALES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER	28
REGLES GENERALES DE CIRCULATION DES PIETONS	28
ANNEXE 3 : PRINCIPALES REGLES D'HYGIENES ET DE SECURITE (BASE VIE)	29
ANNEXE 4 : DECLARATION D'UTILISATION D'UN PRESTATAIRE DE SERVICES OU DE LOCATION DE MATERIELS AVEC CHAUFFEURS	30

ANNEXE 5 : CONSIGNE D'APPEL D'URGENCE EN CAS D'ACCIDENT GRAVE	31
ANNEXE 6 : Rappel des consignes de l'exploitant pour les travaux au voisinage de leurs réseaux	32
ANNEXE 7 : D.H.O.L. (Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité - Application de la Recommandation R.476).....	34

PREAMBULE

L'opération est soumise aux obligations créées par la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application (94.1159 du 26 décembre 1994, 95.543 du 4 mai 1995, 95.607 du 6 mai 1995, 2003-68 du 24 janvier 2003).

Cette opération est de catégorie 3 avec risques particuliers suivant l'arrêté du 25 Février 2003, en vigueur depuis le 6 mars 2003, fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.

RISQUES PARTICULIERS DE L'OPERATION :

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

5° Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

Ce plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGsCSPS) est établi en respect des dispositions de l'article L.4532-8 du Code du Travail.

Le présent Plan Général simplifié de Coordination (PGsCSPS) s'impose (*) à tout intervenant sans pour autant se substituer à la responsabilité de celui-ci, sur le chantier. L'ensemble des obligations et interdictions faites dans ce PGsCSPS **s'ajoute sans jamais rien retrancher** aux obligations législatives réglementaires et contractuelles qui s'imposent par ailleurs respectivement aux entreprises, sociétés, artisans, etc.

Il sera tenu à jour pendant toute la durée des travaux

Ce PGsCSPS est un document contractuel.

Quelque entreprise que ce soit, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de service ou un travailleur indépendant, devra joindre **obligatoirement** le présent document au contrat établi quelle que soit la nature de ce dernier.

(*) Chaque intervenant, concerné par le présent Plan Général de Coordination, a l'obligation de contrôler les indications qui lui sont données par celui-ci et de vérifier si elles comportent des erreurs, omissions, contradictions internes ou avec d'autres pièces de marché, décelables par lui dans le cadre de sa mission ou compétence afin que le coordonnateur puisse y apporter les modifications nécessaires. Il est rappelé par ailleurs que : "**L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.**" (Notamment Art. L4121)

I – RENSEIGNEMENTS GENERAUX D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1 Présentation du projet

1.1.1 Objet

L'opération concerne la mise en place d'une protection incendie dans des entrepôts de stockage et ses locaux annexes.

Les bâtiments J et M, situés sur le Port de Lille au niveau de la 2^{ème} avenue, forment un ensemble mitoyen (accès possible de part et d'autre par des portes coupe-feu coulissantes).

Un plan des bâtiments est joint au DCE.

Les surfaces à considérer sont :

- Bâtiment J :
 - 1 hall de stockage d'environ 2500 m² avec quelques locaux (Lots 1, 2 et 3)
 - 1 ensemble de bureaux et locaux divers d'environ 250 m² (Lots 1 et 3)
- Bâtiment M :
 - 4 cellules de stockage M1B, M2B, M1C, M2C dont la surface de chaque cellule varie entre 468 et 487 m² (Lots 1, 2, 3)
 - 4 ensembles de bureaux et locaux divers M1B, M2B, M1C, M2C d'environ 33 m² chacun (Lots 1 et 3)
 - 1 ensemble de bureaux en mezzanine pour la cellule M1B d'environ 95 m² (Lots 1 et 3)

1.1.2 Nature des travaux

Le marché comporte 3 lots :

- Lot 1 : installation et mise en service d'un système de détection incendie de type ouvert,
- Lot 2 : installation et mise en service d'un réseau RIA (Robinet Armé d'Incendie),
- Lot 3 : installation et mise en service d'une protection contre la foudre.

Ces travaux sont décrits dans le CCTP du maître d'œuvre.

1.2 Intervenants au titre de l'opération

1.2.1 Maîtrise d'ouvrage

PORTS DE LILLE - C.C.I.HAUTS DE FRANCE

Place Leroux de Fauquemont - CS 91394 - 59014 LILLE CEDEX / Tél : +33 (0)3 20 22 73 80

1.2.2 Maîtrise d'œuvre études

PORTS DE LILLE

Place Leroux de Fauquemont - CS 91394 - 59014 LILLE CEDEX / Tél : +33 (0)3 20 22 73 80

1.2.3 Maîtrise d'œuvre travaux

PORTS DE LILLE

Place Leroux de Fauquemont - CS 91394 - 59014 LILLE CEDEX / Tél : +33 (0)3 20 22 73 80

1.2.4 Coordonnateur sécurité santé voirie phase conception et réalisation

Sarl S.Q.S.E Services Qualité Sécurité Environnement

1947, route d'Estaires / 59232 VIEUX BERQUIN – Tél : 03.28.40.28.17

Représentée pour cette opération par :

Titulaire Monsieur BLONSKI Alain (p : 06.78.75.20.85 - Email : ablonski.sqse@orange.fr)

Suppléant Monsieur AGRE Thierry (p : 06.09.79.47.84, Email : agre.thierry59@yahoo.fr)

1.3 Entreprises et prestataires :

1.3.1 Est considéré comme Entreprise au sens du présent PGsCSPS,

a) tout intervenant immatriculé au registre du commerce ou des sociétés, **restituant** un produit fini **et amenant** à la fois :

- son matériel (en propriété, location ou prêt),
- son personnel (CDI, CDD, intérimaires),
- son encadrement (CDI, CDD, intérimaires),
- et le plus souvent ses matériaux

(A ce titre un travailleur indépendant sera le plus souvent une entreprise)

b) tout intervenant immatriculé au registre du commerce ou des sociétés, dont le **donneur**

d'ordre décide de le **considérer comme entreprise** en le faisant savoir au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre.

A contrario,

1.3.2 Est considéré comme Prestataire de service :

a) tout intervenant qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise avec laquelle il a contracté et qui, soit :

- n'est pas indépendant dans l'organisation de son travail, (encadrement ou mode opératoire)
- n'est pas indépendant dans la définition et l'utilisation des matériels de transformation ou de mise en œuvre,
- ne restitue pas un produit fini,

b) tout intervenant dont le contrat relève du domaine exclusif des prestations intellectuelles

c) tout intervenant dont le contrat consiste à livrer, matériaux, matériels, produits finis ou semi-finis non élaborés dans l'emprise du chantier et dont la mise en œuvre interne au chantier ne sera pas réalisée par lui-même

C'est ainsi que seraient considérés comme Prestataires de service entre autres :

- les sociétés de location de matériel, (avec ou sans chauffeur)
- les fournisseurs (carburants, matériels, béton, ...),
- les Géomètres, Bureaux d'études, Contrôle technique, ...

1.3.3 Classification des "Entreprises"

Les intervenants définis comme "**Entreprise** " (cf. § ci-dessus) sont classés en trois catégories.

Entreprise titulaire :

Est désignée comme "Entreprise titulaire" l'entreprise qui obtient son contrat du Maître d'Ouvrage.

En cas de groupement d'entreprise et quelle que soit la nature de ce groupement, l'entreprise désignée mandataire sera considérée comme "Entreprise titulaire" dans le présent PGsCSPS. En cas de GIE c'est le GIE lui-même qui est considéré ici comme "Entreprise titulaire".

Si des entreprises se déclarent en SEP sans qu'un mandataire soit désigné dans les marchés, elles devront dans les 8 jours de la réception de leur contrat désigner l'entreprise dite "Entreprise titulaire" au sens du présent PGsCSPS.

Entreprise sous-traitante :

Est considéré comme "Entreprise sous-traitante" l'entreprise qui obtient son contrat d'une entreprise ou société quelconque et non pas du Maître d'Ouvrage.

Entreprise principale :

Est considéré comme "Entreprise principale" toute entreprise qui a un sous-traitant. L'entreprise sous-traitante est considérée comme "Entreprise principale" à l'égard de ses propres sous-traitants.

LISTE DES INTERVENANTS À COMPLETER DES DESIGNATION :

Entreprise :	Travaux concernés :
A désigner	Titulaire du marché lot 1
A désigner	Titulaire du marché lot 2
A désigner	Titulaire du marché lot 3
A désigner	Eventuels sous-traitants

1.4 Organismes de prévention concernés par le chantier

- TRAVAIL ET EMPLOI / DDETS du Nord 2 boulevard de Strasbourg - CS 12488 - 59046 LILLE Cédex - Unité de contrôle Nom : Lille-Ville - Téléphone : 0374006139 - Courriel : ddets-uc2@nord.gouv.fr
- CARSAT / 11, allée Vauban / 59661 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex

- Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) -
Parc Euro / bâtiment 10 / 340 avenue de la Marne / 59800 Marcq en Baroeul

1.5 Services Publics, Privés et Concessionnaires

- 1 – ENEDIS
- 2 - Gaz de France
- 3 - Télécommunication
- 4 - Service des Eaux
- 5 – Ville de Lille
- 6 – Exploitants du PORT DE LILLE

Liste non exhaustive, suivant le décret DT-DICT les réseaux seront localisés et les informations nécessaires à la sécurité du chantier seront mises à disposition des entreprises suivant la DT n° à définir

Aucune investigation de reconnaissance n'a été réalisée par la maîtrise d'œuvre afin de localiser les réseaux enterrés situés dans l'emprise du chantier.

1.6 Services de secours :

- ⇒ Sapeurs-pompiers : **18** (respecter la consigne d'appel en cas d'accident grave prévue au chapitre VII du PGsCSPS)
- ⇒ Gendarmerie nationale : **17**
- ⇒ SMUR : **15**
- ⇒ Centre antipoison : 0825 812 822
- ⇒ SOS mains doigts : 03 20 95 75 00

La procédure d'appel en cas d'accident grave sera adaptée en fonction des directives du Port de Lille, des sapeurs-pompiers S.D.I.S et de l'organisation des travaux des entreprises (Voir la consigne d'appel en cas d'accident grave chapitre 6).

II - MISSION DE COORDINATION

2.1 Organisation générale de la coordination

2.1.1. Autorité et moyens du coordonnateur

Les missions du coordonnateur SPS sont conformes à la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et aux textes pris en application. Le cadre de la mission du coordonnateur est défini notamment par l'article L4532-2 du code du travail. Les contenus de la mission sont définis, en particulier, par les articles R4532-20 à R4532-22 du Code du Travail

La mission SPS a été notifiée à la société S.Q.S.E. pour coordonner la phase de conception et de réalisation par le bon de commande n°50600129 daté du 29/01/2025.

Le cadre de la mission de coordination SPS se situe uniquement sur les emprises du domaine privé du Port de Lille. Les interventions des entreprises sur les domaines privés des exploitants du site seront soumises aux exigences et mesures de sécurité particulières de chaque exploitant, pourront faire l'objet d'un plan de prévention avec chaque exploitant (hors champs d'action du coordonnateur SPS).

2.1.2. Obligation des entreprises et prestataires

Chaque entreprise participant à cette opération s'engage en contractant à satisfaire aux obligations et interdictions, tant administratives que techniques, du présent PGsCSPS et de tout faire pour concourir à ce qu'aucun accident ne puisse avoir lieu à l'occasion de cette construction.

2.1.2.1 Obligations de l'entreprise « titulaire » d'un lot

L'ensemble des sujétions organisationnelles, administratives, financières et techniques du présent PGsCSPS, indépendamment des pièces écrites du marché (CCAP, CCTP, etc.), mis à la charge du marché obtenu par l'entreprise titulaire est réputé à la charge de cette dernière sauf écriture expresse contraire dans ce même PGsCSPS. L'entreprise titulaire fera son affaire de la mise en œuvre de ces sujétions en cas de sous-traitance d'elle-même comme celle de ses éventuels co-traitants. Elle assurera par tous moyens y compris contractuels que tout intervenant lié à son marché qu'il soit classifié "Entreprise" ou "Prestataire de service" s'acquittera des obligations faites par le présent PGsCSPS.

Gestion de l'ensemble des intervenants concourant à la réalisation du marché

L'entreprise titulaire d'un lot :

- participera à toutes réunions de travail relatives à la sécurité du chantier que pourrait souhaiter le coordonnateur qu'elles soient régulières ou exceptionnelles.

Gestion des accès

- définira les personnes autorisées au titre de l'exécution du marché et s'assurera qu'elles seules pourront pénétrer dans l'emprise définie par le marché.

A la désignation d'un nouvel intervenant au marché

Etablissement des Contrats de Sous-traitants

- s'assurera que tout intervenant de son marché désirant, faire appel à une entreprise sous-traitante ou un prestataire de service, inclura bien les informations nécessaires à la sécurité du futur intervenant conformément aux principes généraux énoncés ci-dessus
- transmettra au coordonnateur la déclaration de sous-traitance préalablement au début d'intervention du futur sous-traitant.

Accueil Préable

- Accueillera le sous-traitant conformément aux principes généraux énoncés ci-dessus

en fonction de son statut.

Au cours de l'exécution des travaux ou prestations

Contrôle des procédures Prévu

- s'assurera que les pratiques de tout intervenant de son marché sont conformes aux obligations réglementaires, PGsCSPS, PPsSPS, consignes générales et/ou particulières transmises.
- Informera le coordonnateur et le Maître d'œuvre, de tout dysfonctionnement constaté qu'il ne pourrait faire corriger immédiatement.
- s'assurera que le nouvel intervenant forme l'ensemble du personnel qu'il emploie à la sécurité des nouveaux postes de travail en intégrant la spécificité du chantier dans cette formation.

Modification Planning Moyens Modes opératoires

- se tiendra informé de toute modification de planning, de moyens utilisés, de mode opératoire pouvant avoir une incidence sur les risques et/ou organisations de sécurité prévues. Cette information sera préalable à ces modifications de façon que préventivement elles puissent être étudiées. Informera le coordonnateur de ces modifications préalablement à l'action en cas de difficulté à trouver des solutions, postérieurement dans les autres cas. Il s'assurera de la mise à jour des PPsSPS si nécessaire et de leurs transmissions au coordonnateur.

2.1.2.2 Obligations de l'entreprise "principale"

Toute entreprise envisageant de faire appel à un sous-traitant doit transmettre à l'entreprise titulaire, la déclaration de sous-traitance

L'entreprise principale doit s'organiser pour qu'elle-même et l'ensemble des sous-traitants qu'elle induit satisfassent aux obligations tant administratives que techniques du présent PGsCSPS.

L'entreprise principale a le devoir d'identifier tous les risques de coactivités, internes ou externes au marché, nés de son activité et de l'ensemble de la sous-traitance qu'elle induit. Elle a la charge et la responsabilité des moyens de protection communs à mettre en place pour pallier ces risques, que ceux-ci soient mis en lumière notamment par elle-même, l'entreprise titulaire, le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS.

Cas particuliers des prestataires et entreprises de location de matériel (avec ou sans chauffeur) intervenant pour une entreprise titulaire

Les interventions ponctuelles d'entreprises de location du matériel, les interventions d'entreprises prestataires de services placées sous la responsabilité et sous les directives de l'entreprise d'accueil rendent souvent quasi-impossible la mise en œuvre obligatoire d'une inspection commune préalable avec le Coordonnateur SPS et la remise d'un PPsSPS avant le début de l'intervention de chacun d'eux. C'est pourquoi ils sont classés dans le présent PGsCSPS en "prestataires de service". A ce titre, l'entreprise principale doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- Le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées,
- Les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés,
- Les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite).

De plus, l'entreprise titulaire utilisatrice de ces entreprises aura pour obligation d'analyser dans son PPsSPS les risques spécifiques liés à l'intervention de ses prestataires de services et des entreprises de location de matériel avec chauffeurs. Elle devra également remplir avec l'intervenant le formulaire en annexe 4 (au tout autre document validant l'accueil spécifique de l'entreprise) avant démarrage de leurs travaux.

Cas particuliers des transporteurs et des approvisionnements de matériaux intervenant

pour une entreprise titulaire

Il est fréquent, pour le transport de matériaux qu'il soit fait appel à des transporteurs indépendants, via un affréteur ou non. Au sens réglementaire, il s'agit d'autant d'entreprises qu'il y a d'indépendants. Cette situation rend souvent quasi-impossible la mise en œuvre obligatoire d'une inspection commune préalable à la remise d'un PPSPS avant le début de l'intervention de chacun d'eux. C'est pourquoi ils sont classés dans le présent PGsCSPS en "prestataires de service". Toutefois, le caractère particulier de leurs interventions et l'importance des risques qu'ils génèrent, (circulation, manœuvres, chargements, déchargements, etc.) nécessite une organisation et un encadrement particulier adapté à chaque situation. L'entreprise titulaire utilisatrice de prestataires devra joindre à chaque commande une consigne spécifique (à détailler dans le PPSPS de l'entreprise titulaire) indiquant au minimum :

- les points d'accès et lieu de rendez-vous avec une personne qui prendra en charge la livraison,
- les règles de circulation sur le chantier,
- la localisation et les consignes vis à vis des risques spécifiques du chantier,
- les consignes en attendant d'être pris en charge

Ces procédures établies s'imposeront à tous les acteurs. Les moyens supports de ces procédures seront à la charge de l'entreprise titulaire d'un lot du marché.

Aussi, chaque entreprise devra utiliser le D.H.O.L. (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité) initié en annexe 7 du PGsCSPS, dans le respect de la Recommandation R.476.

Ce D.H.O.L sera mis en place au cas par cas par le chargé de sécurité de l'entreprise titulaire et adapté pour chaque type de livraison. Ce D.H.O.L établie s'imposera à tous les acteurs de l'opération. Les moyens supports de cette procédure seront à la charge de l'entreprise titulaire.

2.1.2.3 Obligations de l'entreprise "sous-traitante"

Le sous-traitant a l'obligation avant de commencer les travaux de vérifier qu'il n'existe pas de risques non traités dans les pièces de son marché ou non abordés au cours de l'inspection commune.

En cas de détection de risque non prévu et quel qu'en soit le moment le sous-traitant doit prendre les mesures conservatoires qui s'imposent et informer immédiatement son entreprise principale et l'entreprise titulaire. S'il l'estime nécessaire pour la sécurité d'autrui il en informera également le Coordonnateur SPS

2.1.2.4 Obligations de l'entreprise "Prestataires de service"

Le prestataire de service doit, avant de pénétrer sur le chantier, s'assurer que :

- tout personnel qu'il emploie, destiné à pénétrer sur le chantier est correctement informé et formé pour faire face aux risques auquel il peut être confronté.
- que ce personnel dispose des protections individuelles conformes et adaptées.
- qu'il dispose en plus de ses propres consignes, des consignes générales et particulières au chantier et adaptés à son intervention ainsi qu'un exemplaire des consignes de secours

2.2 Informations à fournir au coordonnateur

Le tableau ci-après précise la nature des documents à transmettre au coordonnateur afin de lui permettre de connaître les interactions sur le site (cf. article 4.5 du présent document) et ainsi d'effectuer les mises à jour du PGsCSPS au cours de l'opération.

Documents à transmettre au coordonnateur par la maîtrise d'œuvre	Délais	Observations
---	---------------	---------------------

Compte rendu de réunion de chantier	Systématiquement destinataire	
Fiche de demande d'agrément des sous-traitants	Dès remise de la demande au maître d'ouvrage	

Documents à transmettre au coordonnateur par les Entreprises	Délais	Observations
Programme d'exécution des Travaux	remise d'un planning 15 jours avant démarrage des travaux	Puis à chaque modification
Projet d'installation de chantier	Vingt jours à compter de la notification de la commande	
Plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé	Avant début exécution	Cf. paragraphe 2.4 du PGsCSPS et CCAP
Liste des personnes autorisées à accéder au chantier	Avant le démarrage des travaux	Puis à chaque mise à jour
Plan de signalisation et de circulation de chaque phase	Vingt jours à compter de la notification de la commande	Cf. paragraphes 4.1 et 4.2 du PGsCSPS

2.3 Visite d'inspection commune préalable

En application des dispositions réglementaires, le coordonnateur de sécurité en phase de réalisation procédera, avec chaque entreprise, à une inspection commune, des lieux où seront exécutés les travaux prévus dans le cadre du marché de l'entreprise (le représentant du maître d'œuvre pourra assister à ces inspections communes).

Cette inspection sera programmée préalablement à l'intervention de l'entreprise. A cette fin, toute entreprise amenée à intervenir sur le chantier contactera le coordonnateur en phase de réalisation **au moins dix jours avant la date prévisible du démarrage des travaux.**

Chaque inspection commune sera sanctionnée par un compte-rendu. Il y sera notamment mentionné les consignes et les instructions transmises par le coordonnateur.

2.4 Plan Particulier simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPsSPS)

En application des articles du Code du Travail, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants sont tenus de remettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé relatif aux travaux qui leur sont confiés et aux risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent plan de coordination.

Le PPsSPS devra évoquer clairement et distinctement tous les points évoqués dans le canevas type joint en annexe 1

Tout entrepreneur transmettra son document préalablement au démarrage des travaux, au maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité, aux administrations compétentes.

Un exemplaire à jour du PPsSPS sera tenu en permanence sur le chantier.

2.5 Accidents du travail

Tout accident ou tout incident survenu sur le chantier ayant entraîné ou non un arrêt de travail doit être porté à la connaissance du maître d'œuvre et du coordonnateur dans un délai de 48 heures.

III - ORGANISATION GENERALE ARRETEE PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

3.1 Planigramme prévisionnel des travaux :

La durée prévisionnelle du chantier est fixée par le maitre d'ouvrage.

Le démarrage reste à préciser en 2025, suivant le planning établi par le maitre d'œuvre Port de Lille.

3.2 Interférences prévisibles et contraintes :

Des **interférences** prévisibles avec des travaux relevant d'autres maîtrises d'ouvrages sont à prendre en compte par les entreprises :

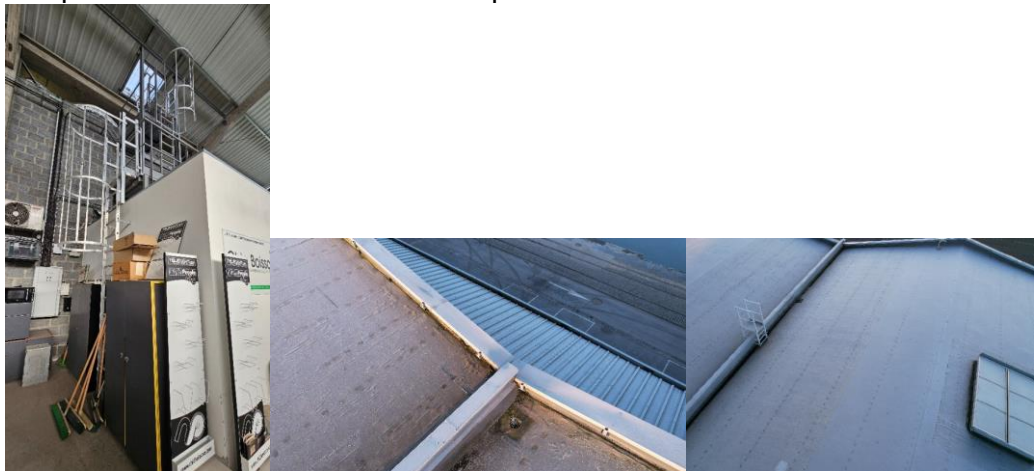
<u>Autre maîtrise d'ouvrage</u> <u>Consistance des travaux</u>	<u>Observations</u>
Exploitants des bâtiments Port de Lille	Aucun autre chantier prévu dans et en périphérie des bâtiments J et M du port de Lille. Un chantier de désamiantage de toiture du bâtiment I est programmé en 2025, toutefois aucune emprise de ces travaux ne devrait interférer avec les travaux des bâtiment J et M.

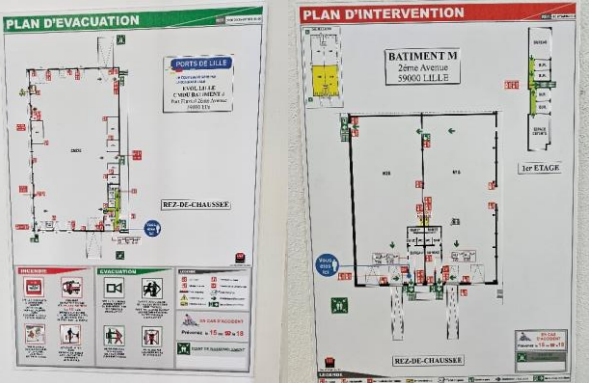
En cas d'interfaces entre maîtres d'ouvrages, une concertation est à prévoir entre chaque maître d'ouvrage pour organiser leur intervention en supprimant les coactivités d'entreprises (article L4531-3 du code du travail). Pour les travaux en interfaces, chaque chantier devra être organisé pour séparer les accès de chantier. Une clôture rigide posée par le titulaire d'un lot du marché séparera physiquement les emprises de travaux de chaque maître d'ouvrage pour conserver des chantiers distincts, clos et indépendants.

Les **contraintes environnementales** identifiées à ce stade du projet sont les suivantes :

La présence de circulations publiques	<p>Les Interventions des entreprises se déroulent dans et sur les bâtiments J et M du Port de Lille.</p> <p>Les voiries d'accès sont privées, utilisées par du personnel autorisé par le port de Lille.</p> 
Contrôle d'accès aux travaux. Accès des véhicules de secours	<p>L'accès au site se fera par le rond-point en sortie de l'autoroute A25 puis par la 2ème avenue du port de Lille.</p> <p>Aucune contrainte d'accès n'est imposée par l'exploitant du site Ports de Lille.</p> <p>L'accès au chantier se fera pour le personnel à pied par les portes d'accès des bureaux de chaque exploitant, par les rampes et quais de chaque cellule (coté 2^{ème} avenue) de chaque bâtiment. L'accès coté canal est à éviter. Un protocole sécurité d'utilisation des portes d'accès sera établi par chaque entreprise en accord avec chaque exploitant des bâtiments.</p>  <p>Accès à maintenir en service 24h/24h, pendant toute la durée des travaux.</p>

<p>La présence de circulations et d'exploitations des bâtiments J et M du port de Lille</p>	<p>Il est précisé que les travaux seront réalisés sur des bâtiments en exploitation sur une zone industrio-portuaire. Les travaux seront donc réalisés en site occupé. Le phasage des travaux sera défini au lancement des travaux avec Ports de Lille et les occupants du bâtiment. L'entreprise proposera pour validation un planning prévisionnel travaux deux semaines avant le démarrage des travaux pour échanger avec les occupants des bâtiments.</p> <p>Le stockage intermédiaire des matériaux et matériels est assuré par l'entreprise. Les zones de travaux seront balisées et les moyens d'accès adaptés à la sécurité du personnel.</p> <p>Cf plan de prévention qui sera préalablement établi par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Pour chaque lot, l'emprise des travaux est située dans un site en interférence avec une exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment J : <ul style="list-style-type: none"> - 1 hall de stockage d'environ 2500 m2 avec quelques locaux (Lots 1, 2 et 3) - 1 ensemble de bureaux et locaux divers d'environ 250 m2 (Lots 1 et 3) • Bâtiment M : <ul style="list-style-type: none"> - 4 cellules de stockage M1B, M2B, M1C, M2C dont la surface de chaque cellule varie entre 468 et 487 m2 (Lots 1, 2, 3) - 4 ensembles de bureaux et locaux divers M1B, M2B, M1C, M2C d'environ 330 m2 chacun (Lots 1 et 3) - 1 ensemble de bureaux en mezzanine pour la cellule M1B d'environ 95 m2 (Lots 1 et 3) <p>Les stocks de marchandises ainsi que les palettiers resteront en place à l'intérieur de chaque bâtiment.</p>  <p>Un phasage des travaux par zone sera défini au lancement des travaux avec le Port de Lille et les occupants de chaque bâtiment.</p> <p>A l'exception des zones balisées par l'entreprise de travaux par phase, l'exploitation se poursuivra au sein de chaque bâtiment et sur les extérieurs de chaque bâtiment. Le balisage des zones de travaux dans chaque bâtiment pour empêcher le personnel exploitant d'évoluer sous chaque zone travaux sont à la charge de chaque titulaire de lot (vis-à-vis risque de chute de matériaux, les travaux superposés sont rigoureusement interdits).</p> <p>Les entreprises devront respecter les règles de sécurité en vigueur des exploitants sur chaque site.</p> <p>Lors de ses travaux chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter les nuisances sonores (utilisation de matériel électrique, etc.)
---	---

	<ul style="list-style-type: none"> - limiter l'émission de poussières (système d'arrosage intégré aux machines de découpe, lors des démolitions, mise en place d'aspiration à la source, etc.) - intervenir dans la plage horaire définies par chaque exploitant, - identifier son personnel (badge, vêtement de travail), - porter obligatoirement des équipements de protections individuelles adaptées aux postes de travail, - L'alcool et le tabac sont interdits sur chaque site, - fournir les Fiches de Données Sécurité de chaque produit utilisé pour les travaux. <p>Les entreprises titulaires d'un lot devront intervenir dans un chantier clos et indépendant, évoluant à l'avancement par phase de travaux dans chaque bâtiment, chaque entreprise titulaire d'un lot devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des dispositions particulières pour limiter les stockages uniquement à l'extérieur du bâtiment et de les rendre inaccessibles par des barrières de 2m de hauteur (aucun stockage permanent autorisé dans un bâtiment), - Rendre les zones de travaux inaccessibles en les balisant en périphéries par des barrières de 2m de hauteur, - évacuer ses déchets en fin de poste de travail quotidiennement, pour libérer la zone de chantier (toute défaillance constatée fera l'objet d'un nettoyage refacturé à l'entreprise concernée par port de Lille), <p>Risques liés à la circulation routière : les entreprises devront tenir compte des manœuvres d'approvisionnements des exploitants depuis les quais et rampes de chaque bâtiment.</p> <p>Chaque titulaire de lot définira sur un plan d'installation de chantier, en accord avec le port et les exploitants, ses besoins d'accès et de circulation dans chaque bâtiment en fonction de ses zones d'interventions (en complément du protocole d'accès établi avec les exploitants)</p>
Travaux en toitures	<p>Pour le lot concerné, les besoins d'accès du personnel en toiture sont à définir par l'entreprise concernée. Le port de Lille met à disposition éventuellement le moyen d'accès en toiture (échelle à crinoline dans le bâtiment M cellule M2B) et les dispositifs existants de sécurité sur la toiture (système de fixation de garde-corps provisoires en rives de toitures et saut de loup de franchissement de dénivelée). Le titulaire du lot 3 devra équiper les parties de toitures en protections collectives périphériques contre les chutes et définir ses mesures de sécurité complémentaires suivant son mode opératoire d'intervention.</p> <div data-bbox="422 1469 1460 1937">  </div> <p>La solidité et système de grilles antichute de chaque lanterneau doit être précisés par le port de Lille.</p>

Risques feux	<p>Il est à noter que chaque bâtiment est déjà doté d'une alarme incendie comprenant une centrale (dans les bureaux du bâtiment J), des déclencheurs manuels et des diffuseurs sonores et visuels (réparties dans les bâtiments J et M).</p>  <p>Les feux quels que soient leurs usages sont strictement interdits sur l'ensemble du chantier.</p> <p>L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le site peut contenir des produits inflammables et certains produits polluants dangereux.</p> <p>Des extincteurs seront positionnés à proximité des zones de travaux le nécessitant (création de points chauds et d'étincelles, etc.).</p> <p>La rédaction d'un « permis feu » sera exigée par chaque entreprise concernée.</p> <p>Le document sera établi avec le port de Lille et tenu à jour sur le chantier par l'entreprise titulaire d'un lot.</p>
La présence de réseaux enterrés et aériens	<p>Des réseaux privés sont présents dans chaque bâtiment.</p> <p>Des réseaux d'éclairage sont présents en toitures.</p> <p>Des dispositions de sécurité sont à définir par les entreprises dans leurs PPsSPS pour supprimer tout risque d'accrochage des réseaux enterrés et aériens.</p> <p>A cet effet, des consignations des réseaux d'eau et d'électricité existants seront nécessaires, chaque entreprise devra formaliser par écrit les consignations par une personne formée et habilitée en relation avec le port de Lille et en accord avec les exploitants des différents bâtiments.</p> <p>Des branchements de concessionnaires, des canalisations peuvent être découverts dans une zone de travaux. Dans ce cas d'interface, une concertation entre maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre est indispensable pour organiser les interventions en interdisant les coactivités d'entreprises.</p>

3.3 Mesures prévues par les contrats :

Suivant les commandes du maître d'ouvrage.

IV – MESURES DE COORDINATION ET SUJETIONS EN DECOULANT

4.1 Circulation sur le chantier

L'entreprise titulaire d'un lot du marché sera tenue d'élaborer un plan général de circulation pour l'ensemble des tronçons et phases en travaux. Sur ce plan, l'entrepreneur fera figurer les différentes voies et sens de circulation, zones de stationnement, les accès aux différentes zones de son chantier (accès voies publiques, transport du personnel, cantonnements, ateliers, zones de production et zones de stockage).

Le plan de circulation sera mis à jour préalablement aux modifications d'emprises ou à l'évolution des travaux, il sera communiqué par l'entreprise principale à tous les intervenants (entreprises et prestataires) sur le site et au coordonnateur SPS.

Les protections de chaque zone de travaux vis-à-vis de la circulation routière publique seront définies par l'entreprise titulaire d'un lot du marché suivant l'intensité du trafic et pour les interventions de tous les autres intervenants. Avant toute mise en place elles seront proposées pour validation de la maîtrise d'œuvre et du coordonnateur SPS.

Chaque entreprise intervenante organisera ces travaux pour limiter les distances de marche arrière des camions, ainsi pour chaque phase il définira les accès au plus près de la zone de bennage et des aires de retournement adaptées. Un responsable chargé de diriger la manœuvre sera désigné nominativement par chaque entreprise intervenante (à rendre reconnaissable sur site par baudrier différent, type « homme trafic », « guidage des manœuvres »).

Pour la circulation de véhicules et piétons dans les emprises de chantier, toutes les entreprises et prestataires devront respecter les consignes figurant en annexe 2 du PGsCSPS.

4.2 Signalisation de chantier / éclairage

Chaque entreprise et chaque prestataire de service devront assurer la protection et le balisage des points singuliers pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des engins ou véhicules sur sa propre zone de travaux.

Tout le matériel de signalisation sera marqué au nom de l'entreprise afin d'éviter tout litige avec les autres entreprises présentes sur le chantier.

Une signalisation de chantier sera mise en place par l'entreprise titulaire d'un lot du marché pour matérialiser sur site les circulations définies au chapitre 4.1 du présent document et pour l'ensemble des intervenants de l'opération.

En cas de besoins avérés, les niveaux d'éclairement des postes de travail ne seront pas inférieurs aux valeurs suivantes :

- éclairage général de la zone en travaux : 30 lux,
- postes de travail permanents et fixes : 200 lux,
- postes de travail avec usage de machines dangereuses : 300 lux,
- zones et aires de chargement et de déchargement des matériaux : 400 lux.

La mise en place du type d'éclairage adapté (sur mât, type ballon, etc.) est à la charge du titulaire d'un lot du marché.

L'installation électrique du chantier devra être conçue et réalisée dans le respect de la réglementation, notamment le décret du 16 novembre 1988 et ses arrêtés d'application.

Le titulaire de chaque lot du marché assurera l'étude complète et l'installations électriques : force, lumière et éclairage de sécurité du chantier. Les puissances

électriques nécessaires pour la vie du chantier seront définies par le titulaire d'un lot du marché, en fonction des données fournies par les autres entreprises. La prise en charge de l'entretien et de la gestion des postes de livraison ainsi que de la distribution et de l'éclairage extérieur restent à la charge du titulaire d'un lot du marché.

- Vérification des installations

L'ensemble des installations devra être vérifié, en respect des dispositions réglementaires, avant mise en service (par le titulaire d'un lot du marché) ou après avoir subi une modification de structure (par une entreprise), puis à intervalle de 12 mois au plus.

Le rapport de vérification sera mis à disposition du coordonnateur sécurité sur le site.

- Branchements électriques :

Les branchements des appareils ne doivent être faits qu'à partir des tableaux électriques de chantier spécialement installés à cet effet. Les coffrets et matériels sont normalisés IP 447. Ces coffrets doivent être en permanence fermés à clefs pour empêcher toute intervention par du personnel non qualifié.

L'utilisation de prises de courant définitives pour alimenter des équipements de travail est interdit, sauf autorisation spéciale de l'entrepreneur titulaire d'un lot.

Les rallonges ne doivent pas être d'une longueur supérieure à 25m. L'entrepreneur chargée de l'installation prendra ses dispositions pour mettre un coffret provisoire

4.3 Circulation sur les voiries publiques, privées, accès au chantier

L'entreprise titulaire d'un lot du marché prendra en charge la mise en place et l'entretien d'une signalisation spécifique à l'intersection des voiries publiques ou privées avec les accès de chantier empruntés par la circulation de chantier, en concertation avec l'exploitant des voiries concernées.

Ces voiries devront de plus être maintenues en parfait état de propreté.

Un état des lieux devra être réalisé avec les concessionnaires et les exploitants.

Les accès au chantier seront définis en concertation avec le Maître d'Œuvre. Aucun accès « sauvage » ne sera toléré et tout devra être mis en œuvre par l'entrepreneur afin d'éviter leur création. Ces accès devront tenir compte de toutes les restrictions résultant du code de la route et des arrêtes ou décisions pris par les autorités compétentes les concernant.

En fin de journée de travail, chaque entreprise veillera à la fermeture complète du site pour éviter toute intrusion. Les panneaux réglementaire chantier interdit au public et port du casque obligatoire seront affichés par le titulaire d'un lot du marché en limite de ses emprises de travaux.

Les cheminements des circulations publiques seront reportés sur le plan de circulation prévu par l'entreprise au chapitre 4.2 du PGsCSPS.

La mise en place de la signalisation temporaire de chantier et le nettoyage des voiries seront assurés par l'entreprise titulaire du marché (y compris les panneaux de la déviation fléchée sur tout l'itinéraire), suivant les arrêtés de restriction de circulation pris pour réaliser les travaux.

Une protection des travailleurs et des usagers des voiries sera mise en place par l'entreprise titulaire d'un lot du marché (barrières jointives et attachées entre elles) en bordure d'une dénivelée de terrain et d'une zone à risque de renversement d'engins, à proximité de la circulation routière.

4.4 Stockage, élimination, évacuation des déchets et décombres

Toute cuve contenant des produits polluants (hydrocarbures par exemple) sera installée dans un bac de rétention.

Le stockage de matières ou substances dangereuses sur le chantier, devra être le plus limité possible. L'entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS la nature des produits dangereux qui seront utilisés et joindre les fiches de données de sécurité du fournisseur. Les

dispositions prises face aux risques amenés par l'utilisation de ces produits par son personnel et pour éviter toute pollution accidentelle seront développées dans ce même document.

Chaque entreprise utilisatrice de matières ou substances dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité dans les décharges agréées.

Chaque entreprise est tenue d'enlever ses gravois. Dans le cas de défaillance d'une entreprise, les gravois seraient débarrassés par l'Entrepreneur titulaire d'un lot du marché aux frais de l'entreprise défaillante. Chaque entreprise doit la manutention sur le chantier et le transport de tous gravats jusque dans les bennes prévues par le titulaire d'un lot du marché.

Chaque entreprise a la charge de ses propres installations telles que local matériel, atelier, etc.

Les entreprises devront se rapprocher des services compétents en ce qui concerne l'ensemble des autorisations à obtenir pour le classement et l'enlèvement en décharge des déchets inertes (DI), des déchets non dangereux (DND) et déchets dangereux (DD).

Les entreprises devront être en mesure de présenter au maître d'ouvrage les bordereaux de déchets inhérents à l'opération.

Les feux d'incinération de déchets sont interdits sur le chantier.

4.5 Interactions sur le site

Le maître d'œuvre et /ou le coordonnateur, pourront provoquer, en cas de nécessité, des réunions spécifiques de coordination et de suivi des travaux qui auront pour but :

- D'élaborer un programme de travaux
- Coordonner les activités
- Organiser la circulation
- Définir des mesures de sécurité à observer
- Prendre en compte les contraintes des exploitants des bâtiments

Les travaux seront organisés par le maître d'œuvre de manière à supprimer toutes interfaces et toutes superpositions de tâches avec les exploitants de chaque bâtiment.

Concernant la coactivité d'entreprises au sein d'un lot du marché, l'entreprise titulaire devra désigner les sous-traitants en début du chantier et établir un planning détaillé (indiquant l'intervention de chaque entreprise) pour gérer la coactivité en privilégiant les interventions successives des entreprises.

4.6 Levage

Tout déplacement de charges suspendues en dehors des emprises du chantier sera strictement interdit. Tout survol d'une partie d'engin de levage au-dessus d'une emprise maintenue en circulation publique (exploitation, quai de déchargement, véhicules, cyclomoteurs, piétons, etc.) sera strictement interdit.

L'emploi de pelle hydraulique de terrassement comme engin de levage est autorisé à la condition qu'elle ait été vérifiée comme telle par un organisme agréé.

Les manutentions seront réalisées manuellement par une seule zone identifiée et protégées en périphérie par des barrières, évolutive suivant les phases d'avancement des travaux.

4.7 Utilisation des protections collectives

La mise en place et l'entretien des protections collectives de chantier sera assurée par l'entreprise titulaire dans la zone de travaux qui la concerne, jusqu'à la mise en place des protections définitives ou l'achèvement de tous travaux dans ladite zone.

L'entrepreneur titulaire d'un lot du marché mettra en place et entretiendra, jusqu'à la fin des travaux, les protections collectives provisoires contre les chutes de hauteur de

personnel, utilisables par toutes les entreprises intervenantes sur un bâtiment.

Toutes les fouilles, dénivelées de terrain, seront entourées par des barrières jointives solidement fixées en pieds.

Aucuns équipements de protection définitifs ne sont prévus dans le cadre des travaux de l'opération.

4.8 Chutes d'objet.

Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de prévenir la chute d'objets, pendant la réalisation d'une tâche d'un de ses salariés.

Tous les moyens de préventions doivent être mis en place à cet effet : auvent, filet micro-maille, platelage, dispositifs d'interdiction d'accès de la zone à risque en périphérie du bâtiment A, mise en sécurité de l'outillage individuel par dragonne, etc.

4.9 Travaux en hauteur, protections collectives contre les chutes et contre l'ensevelissement du personnel

RISQUES PARTICULIERS DE L'OPERATION :

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

Afin de prévenir les chutes dans les fouilles : opération non concernée

Les travaux nécessiteront la mise en place d'échafaudages et de moyens d'accès du personnel à chaque toiture par tour escalier à charge du titulaire du lot concerné.

Pour toute intervention en hauteur, chaque entreprise concernée utilisera des équipements dotés de paliers de repos, de plateformes et de protections collectives conformes à la notice du constructeur du matériel et à la réglementation.

Outre les dispositions réglementaires, le décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 et la recommandation CNAMTS R408 qui lui sont applicable, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions suivantes :

O L'usage d'une échelle comme poste de travail sera rigoureusement interdit. L'emploi d'échelle est uniquement possible pour les accès. Pour les interventions ponctuelles en hauteur et à risque faible, il sera prescrit l'utilisation de plates-formes individuelles roulantes. Pour toute autre intervention en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou d'élévateurs de personnel sur véhicule porteur sera prescrite.

O Il est rappelé que le recours à la protection individuelle contre les chutes de hauteur peut être admis uniquement pour :

- des travaux non répétitifs de très courte durée
- la pose et dépose des protections collectives

Chaque entreprise chargée d'intervenir en hauteur détaillera ses dispositions pour intervenir en sécurité, ses besoins (surcharge et disposition, position des plateaux de travail, écrans de protection, etc.) pour intervenir en sécurité en hauteur (établir un mode opératoire détaillé dans le PPsSPS de chaque entreprise concernée).

Les plans de détails des échafaudages utilisés pour chacune de ces parties d'ouvrage détailleront les accès, les circulations et les protections collectives aux différents postes de travail. Les dispositions seront proposées par le titulaire d'un lot du marché et soumis pour avis des autres entreprises intervenantes, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS avant toute installation.

4.10 Risque Amiante

Sans objet

4.11 Risque Plomb

Sans objet

4.12 Risque Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), pollution de sol

Sans objet

4.13 Risque lié à la découverte d'engins de guerre

Sans objet

4.14 Risque lié à des polluants du site

- **Transformateur PCB** : opération non concernée
- **Cuves** : opération non concernée
- **Pollution de sols** : opération non concernée

4.15 Lutte contre la pollution atmosphérique

Gaz et poussières :

L'ensemble des dispositions prises par l'entrepreneur, au niveau de chaque poste de travail, devra permettre le respect notamment des valeurs limites et moyennes d'exposition aux principaux polluants ci-après (liste non exhaustive) :

Nature du polluant	Valeur Limite Exposition (Mesurée sur 15 minutes au plus)	Valeur Moyenne Exposition (Pondérée sur 8 heures)
Monoxyde d'azote (NO)	3 ppm	25 ppm
Dioxyde d'azote (NO ₂)		
Monoxyde de carbone (CO)	5 ppm	50 ppm
Dioxyde de soufre (SO ₂)		2 ppm
Poussières inertes :		
• Alvéolaires		5 mg/m ³
• Totales		10 mg/m ³

Ppm : Partie par million, soit 1 cm³/m³, de polluant par m³ d'air ambiant.

L'arrêté classant comme cancérigènes les poussières de silice cristalline à partir de janvier 2021 sera respecté par le titulaire du marché. Une évolution issue d'une directive européenne, qui oblige la mise en place de mesures de prévention efficaces. L'émission des poussières pourra être limitée par exemple par arrosage, par un dispositif d'aspiration disposé au plus près du lieu d'émission. Des dispositifs efficaces sont à installer pour tous les travaux de sablage, de découpe des poutres béton et de mise à nu des aciers, des moyens collectifs tels que des aspirateurs, extracteurs avec filtres seront installés en nombre suffisant par le titulaire du marché pour renouveler l'air et permettre de récupérer toutes les poussières afin d'éviter la pollution de l'environnement et de préserver la santé du personnel.

La coactivité d'entreprises sera interdite dans ce type d'environnement.

Le recours à une protection individuelle ne pourra se faire que pour des travaux exceptionnels et de courte durée.

Afin de diminuer le risque lié à la présence de gaz toxiques, l'emploi de moteurs à combustion à essence sera strictement interdit.

L'emploi de moteurs à combustion diesels devra rester exceptionnel. Ceux-ci devront dans tous les cas être équipés des dispositifs préconisés par l'association française des travaux en souterrain (AFTES).

Ventilation :

Malgré les précautions prises pour capter ou éliminer les produits nocifs, une ventilation pourra s'avérer nécessaire (une ventilation de 25 litres par seconde et par homme, à laquelle s'ajoute 50 l/s par CV développé par les moteurs). L'entrepreneur titulaire du marché effectuera les mesures de débit d'air afin de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur. Si les mesures montrent des résultats insuffisants, une ventilation artificielle devra être mise en place par lui.

Bruit :

Les entrepreneurs privilégieront l'emploi d'outils présentant des niveaux d'émission sonore les plus faibles possibles (équipés de silencieux). Dans tous les cas une protection individuelle est à prévoir.

4.16 Compléments pour les risques particuliers

4.16.1 Installations électriques provisoire de chantier :

L'entreprise titulaire d'un lot mettra en place un coffret électrique provisoire de chantier pour la base vie et pour tous les intervenants de son lot

Le titulaire d'un lot assurera l'étude complète des installations électriques : force, lumière et éclairage de sécurité du chantier.

Les branchements des appareils ne doivent être faits qu'à partir des tableaux électriques de chantier spécialement installés à cet effet. Les coffrets et matériels sont normalisés IP 447. Ces coffrets doivent être en permanence fermés à clefs pour empêcher toute intervention par du personnel non qualifié.

L'utilisation de prises de courant définitives pour alimenter des équipements de travail est interdite, sauf autorisation spéciale de l'exploitant. Sinon dans l'enceinte des bâtiments, l'exploitant autorise les entreprises à utiliser les prises de courant.

Les rallonges ne doivent pas être d'une longueur supérieure à 25m. L'entrepreneur titulaire d'un lot prendra ses dispositions de manière à adapter le nombre de coffret afin de respecter cette règle.

4.16.2 Conditions de manutention des matériaux et matériels / Les engins de levage

Complément du chapitre 4.6 :

Mise en commun de moyens de manutention :

Il est demandé au titulaire d'un lot de prévoir dans son PPSPS des moyens communs de manutention. Les entreprises « utilisatrices » tiendront compte dans leur colisage (poids, volumes) des appareils communs mis à leur disposition et feront une convention d'utilisation avec l'entreprise « installatrice ». La conduite de l'engin et sa manœuvre sont sous la responsabilité de l'installateur, l'élingage est sous la responsabilité de l'utilisateur.

Utilisation de nacelles en façades, treuils, palans, etc....

L'utilisation de ces appareils doit apparaître à l'établissement du PPSPS, avec le détail d'utilisation et de fixation.

Un registre de sécurité propre à l'appareil doit être ouvert. Une réception de l'appareil est à faire par un organisme de contrôle agréé, avant sa mise en service. Le PV du contrôle doit être communiqué au maître d'œuvre.

Si un appareil est fixé à une partie de l'ouvrage, une note de calcul est à faire et un accord de l'entreprise ayant réalisée l'ouvrage qui servira de support doit être obtenu.

Si ces appareils sont déplacés et utilisés dans des conditions semblables, l'entreprise utilisatrice doit mentionner au registre les dates et lieux de montages et démontages. Ces opérations de déplacement seront réalisées par le même responsable et le registre signé par cette personne.

4.16.3 Travaux en hauteur sur ou sous toitures

Les travaux en hauteur seront réalisés avec des nacelles ou PEMP (plate-forme élévatrice de personne) adaptés à la hauteur et à l'encombrement de l'intérieur d'un bâtiment pour l'installation des équipements. Une fois déployée, elle permet de travailler en sécurité et à bonne hauteur. Les garde-corps tout autour de la nacelle protègent le travailleur de la chute

de hauteur. Monter sur les garde-corps est dangereux car le corps n'est plus protégé par les lisses ; un déséquilibre peut alors entraîner la chute de hauteur.

Il sera obligatoire de porter un harnais dans une nacelle, les risques importants du chantier le nécessitent :

- Choisir une nacelle avec une notice d'utilisation de l'équipement le précisant et un ancrage pour un dispositif de retenue est prévu par le constructeur.
- L'évaluation du risque d'éjection est important (encombrement des bâtiments, état du sol, type de nacelle...)

L'entreprise devra établir un plan de positionnement de nacelles et autres moyens pour accéder en hauteur. Ce plan tiendra compte de la situation du bâtiment et des circulations possibles dans chaque bâtiment suivant la présence de racks, de dénivelées, quais de déchargement, et autres obstacles.

L'entreprise titulaire du lot 3 devra installer des moyens pour permettre au personnel d'accéder en toiture d'un bâtiment et réaliser ses travaux en toitures et en façades

L'entreprise titulaire du lot 3 devra installer une protection collective provisoire contre les chutes de hauteur en bordure des toitures, lors de toutes ses interventions. Cette protection peut être installée sur les supports de sécurité existant ou sur des supports de sécurité à installer par le titulaire du lot.

En cas d'impossibilité d'installation de protections provisoires en rives de toiture, le titulaire de chaque lot devra préciser dans son PPSPS les moyens en protections du personnel contre les chutes. **Dans certain cas, des balisages rigides jointifs et solidement attachés entre eux peuvent être installés à plus de 2m du bord de toiture pour éviter au personnel de se situer dans des zones de risques de chutes de hauteur.**

4.17 Risque lié au COVID-19

L'OPPBTP a élaboré un GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS SARS-COV-2.

A la date de réalisation du PGsCSPS, on notera la fin de l'application des mesures du guide de préconisations de sécurité sanitaire contre la COVID19 pour la continuité des activités de la construction à partir du 14/03/2022.

La prudence reste de mise, les règles d'hygiène reste à appliquer, comme le lavage des mains, le nettoyage des surfaces et l'aération des locaux

V – INTERFERENCES AVEC ACTIVITES D'EXPLOITATION

5.1 Réseaux de distribution ou de transport d'énergies

RISQUES PARTICULIERS DE L'OPERATION :

5° Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

Chaque entrepreneur devra procéder à la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès de chaque gestionnaire concerné par les travaux (***suivant le décret DT-DICT du 05 octobre 2011 applicable pour cette opération, les réseaux seront localisés et les informations nécessaires à la sécurité du chantier seront également mises à disposition des entreprises***). Chaque entreprise ou prestataire devra prendre connaissance de l'emplacement des réseaux connus par le maître d'œuvre. Les prescriptions rappelées en annexe n°6 du document sont à respecter également. Un piquetage des réseaux sera réalisé par le titulaire d'un lot du marché

5.1.1 Lignes électriques aériennes

Pour les travaux se déroulant à proximité des lignes électriques aériennes franchissant la zone des travaux, les entreprises vérifieront la hauteur des lignes et proposeront toutes mesures utiles afin qu'aucun élément ou partie d'engin ne pénètre dans la zone de sécurité (3m pour des tensions inférieures à 50000V et 5m pour des tensions supérieures à 50000V).

Aucunes lignes électriques aériennes présentes dans l'emprise des travaux.

Les entreprises devront respecter les prescriptions des gestionnaires de réseaux (cf. pour ENEDIS en annexe n°6 du PGsCSPS)

5.1.2 Réseaux enterrés

Lorsque des travaux de terrassements, de fouilles, de forages ou d'enfoncements, doivent être effectués au voisinage de canalisations électriques souterraines de quelque classe que ce soit, le parcours des canalisations et l'emplacement des installations doivent être balisés de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures, ou tout autre dispositif ou moyen équivalent.

Le responsable du chantier est tenu, en outre de désigner une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètres des canalisations et installations électriques souterraines.

De plus, tout travail à moins de 5 mètres d'une conduite sous pression (gaz ...) fera l'objet d'une surveillance permanente particulière par une personne qualifiée de l'entreprise. Cette personne sera nominativement désignée dans le PPS et devra être informée du programme des travaux.

Elle devra s'assurer que les exploitants des conduites ont bien été avertis de l'imminence de ces travaux de proximité.

Le titulaire d'un lot du marché devra réaliser un piquetage des nouveaux réseaux avec chaque concessionnaire.

L'entrepreneur sera tenu au respect des dispositions réglementaires applicables et des prescriptions techniques ou administratives définies par chaque gestionnaire de ces réseaux.

Néanmoins si des réseaux sont découverts ou endommagés en cours de travaux, il convient d'appliquer la procédure suivante :

- arrêter les travaux
- conforter la zone si nécessaire et baliser celle-ci
- informer le ou les concessionnaires, suivre leurs instructions.
- en cas de risques particuliers, notamment pour d'autres entreprises et/ou des tiers, informer impérativement le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS

Néanmoins si un réseau gaz est endommagé en cours de travaux, il convient

d'appliquer la procédure suivante :

- **arrêter les travaux, Interrompre le trafic, ne pas recouvrir le réseau**
- **conforter la zone si nécessaire, baliser celle-ci, dresser un périmètre de sécurité de 100 m**
- **informer le ou les concessionnaires (n°d'urgence), suivre leurs instructions, prévenir les pompiers, la police, la maîtrise d'œuvre, le Coordonnateur SPS, la mairie ...**

5. 2 Interférences avec les emprises du port de Lille

Le port de LILLE autorise les entreprises à utiliser l'alimentation électrique d'un bâtiment pour les besoins du chantier, en respectant les règles de branchement, à savoir : interdiction de débranchée du matériel sans demander l'autorisation de l'exploitant.

Aucun point de puisage eau potable n'est mis à disposition des entreprises depuis les réseaux présents sur le site.

Aucun local des bâtiments J et M n'est mis à disposition des entreprises intervenantes.

Pour les travaux de découpage, meulage ou soudage l'entreprise concernée devra se faire délivrer un permis de feu par l'exploitant de chaque site du port de LILLE.

La mise hors service complète des réseaux dans les zones en travaux occupées est à la charge de l'entreprise titulaire (une attestation de mise hors service de ses installations sur l'emprise des travaux est à établir en conséquence).

Chaque entreprise titulaire d'un lot se conformera aux prescriptions minimales définies dans le règlement intérieur du PORT DE LILLE, les prescriptions du maître d'œuvre, pour la mise en place des dispositifs de protection et de signalisation provisoire sur le chantier.

Les consignes complémentaires sont détaillées dans le chapitre 3.2 du PGsCSPS.

5. 3 Interférences avec la circulation des usagers de la voirie publique (Cf. chapitre 3.2)

Opération non concernée

VI - BON ORDRE ET SALUBRITE

6.1 Dispositions générales relatives aux installations de chantier

La propreté des locaux devra être irréprochable, en cas de défaillance un entretien sera réalisé par la maîtrise d'œuvre et refacturé aux entreprises.

L'entreprise titulaire du lot 2 prévoira une base vie autonome d'une capacité de 8 places. Cette installation sera mise à disposition des lots 1 et 3 en permanence, pendant toute la durée des travaux de l'opération. La répartition des coûts financiers devra se faire entre les lots au prorata des jours d'utilisation.

Elle sera en service au jour du démarrage des travaux sur site.

Une zone sera mise à disposition sur le parking existant.

Exemple : zone à proximité d'une arrivée d'eau (Bouche Incendie du port), raccordement possible à la charge du titulaire (un relevé de consommation sera effectué par Port de Lille et refacturé aux utilisateurs).



L'emprise utilisée à toutes installations de chantier ne devra jamais empêcher l'exécution d'autres travaux de cette opération, ou d'autres opérations réalisées par d'autres maîtres d'ouvrages. Des déplacements de la base vie seront pris en compte par l'entreprise titulaire d'un lot du marché.

L'installation de chantier comprend l'ensemble des aménagements communs ou non à plusieurs entreprises ou prestataires qui, au titre du marché, sont nécessaires à la construction (mise en place par le titulaire d'un lot du marché pour l'ensemble des sous-traitants).

Elles seront conformes aux prescriptions réglementaires minimales en annexe 3.

Les plans d'installations de chantier détailleront particulièrement les points suivants : voirie d'accès, passages piétons provisoires pour l'accès à la base vie, eaux usées, eau potable, aire de lavage des véhicules et engins, aire de stockage des matériaux et matériel, aire de stationnement des engins, électricité, éclairage, signalisation intérieure et extérieure, clôtures.

6.2 Dispositions relatives aux locaux réservés au personnel

Ces locaux (vestiaires, réfectoires, sanitaires, WC) seront mis en place par le titulaire d'un lot du marché. Ils seront conformes aux dispositions réglementaires et aux exigences minimales ci-après :

- Dans le cas des travaux insalubres, les locaux sanitaires réservés au personnel devront comprendre notamment des douches à cabines individuelles installées à raison d'une pomme de douche pour dix personnes
- Lavabos raccordés aux réseaux, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent
- Les vestiaires seront pourvus d'armoires individuelles
- Les locaux réservés au personnel devront comporter au minimum un local affecté à la restauration raccordé aux réseaux qui comprendra notamment l'équipement suivant (en nombre et capacité adaptés aux effectifs) : chauffe-plats(s), frigidaire, eau potable fraîche, sièges et tables
- L'ensemble des locaux réservés au personnel sera pourvu d'une isolation thermique et d'un chauffage,

- Les locaux devront posséder des issues réparties et dimensionnées en respect des dispositions réglementaires pour permettre l'évacuation rapide du personnel en cas de sinistre
Les locaux seront munis de moyens de lutte contre un début d'incendie, conformément aux dispositions réglementaires
- Suivant la configuration du chantier, une voie d'accès depuis la voirie publique, ainsi qu'une aire de stationnement affectée exclusivement aux véhicules privés, devront être assurées pour les locaux réservés au personnel
- Mise en place pendant toute la durée des travaux un sanitaire raccordé aux réseaux, et adapté à l'effectif maximum du chantier
- Le nettoyage des locaux et équipements, la désinfection de W-C et urinoirs ainsi que l'approvisionnement en papier hygiénique, essuie-mains ..., devront être assurés tous les jours
- Ces opérations d'entretien devront également comprendre l'évacuation des déchets et « ordures ménagères » recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.
- Des baudriers et casques de chantier seront mis à la disposition des intervenants extérieurs, visiteurs autorisés, par le titulaire d'un lot du marché.

VII – SECOURS

7.1 Sauveteurs secouristes du travail

L'entrepreneur titulaire maintiendra en permanence sur le chantier :

- Un titulaire du Brevet de Sauveteur Secouriste du Travail par groupe de 5 salariés.

Les secouristes doivent porter un signe d'identification.

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par une formation de recyclage.

7.2 Organisation de secours

L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque sauveteur secouriste du travail ait au minimum à sa disposition une trousse de premiers soins appropriée, de l'eau potable, une couverture de survie et un téléphone portable toujours à disposition différent de celui du chef de chantier.

INSTRUCTION AU PERSONNEL :

En cas d'accident grave, FAIRE LE 18

(Consigne à détailler dans le PPsSPS des entreprises, suivant l'annexe 5 du PGsCSPS)

Une procédure particulière pourra être établie pour l'appel et l'accès des secours suivant l'organisation des travaux par l'entreprise titulaire d'un lot du marché

7.3 Secours incendie

- ✓ Instructions au personnel :

L'entrepreneur devra établir une consigne « En cas d'incendie » précisant la localisation, le nombre, tel type d'extincteurs présents sur le chantier (véhicules, engins, locaux, etc.).

- ✓ Formation du personnel :

Il est rappelé que la réglementation prévoit que l'entrepreneur est tenu d'organiser périodiquement une formation pratique du personnel pour apprendre à mettre en œuvre les moyens d'extinction d'un début d'incendie.

VIII - COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

L'entrepreneur qui fait exécuter, en tout ou partie le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGsCSPS, et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPsPS des informations fournies par l'entrepreneur, et notamment de celles qui sont contenues dans le PGsCSPS, ainsi que, le cas échéant, dans le document précisant les mesures d'organisation générale retenues par l'entreprise titulaire.

Le sous-traitant doit disposer de trente jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le PPsPS.

Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux accessoires, dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la liste des travaux comportant des risques particuliers.

Ce plan devra être remis, au plus tard avant le démarrage des travaux concernés, au maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité.

L'entrepreneur titulaire d'un lot du marché et chaque sous-traitant, s'ils sont appelés à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L4532-8 du Code du Travail doivent transmettre un exemplaire de ce plan aux administrations compétentes.

LISTE DES ANNEXES

- 1 - Plan particulier de sécurité et de protection de la santé
- 2 - Règles générales de circulation véhicules et piétons
- 3 – Règles d'hygiène et la sécurité (BASE VIE)
- 4 - Déclaration d'utilisation d'un prestataire de services ou de location de matériels avec chauffeurs
- 5 - Consignes d'appel d'urgence en cas d'accident grave
- 6 - Rappel des consignes de l'exploitant pour les travaux au voisinage de leurs réseaux
- 7 - D.H.O.L. (Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité - Application de la Recommandation R.476)

ANNEXE 1 : CADRE TYPE DE PLAN PARTICULIER simplifié DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

I - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

- ✓ Coordonnées de l'entreprise
- ✓ Organigramme de chantier - Prévision d'évolution de l'effectif
- ✓ Coordonnées du secrétaire du CHSCT
- ✓ Objet des travaux
- ✓ Cotraitants ou sous-traitants

II - ORGANISATION DES SECOURS

- ✓ Liste des secouristes + consignes
- ✓ Matériel de secours
- ✓ Moyens de diffusion de l'alerte (radio, téléphone ...)

III - HYGIENE ET INSTALLATIONS DE CHANTIER

- ✓ Plan des installations
- ✓ Description de l'équipement
- ✓ Localisation et date de mise en service

IV - MESURES DE PREVENTIONS

1. MESURES GENERALES

- ✓ Protections individuelles
- ✓ Consignes générales
- ✓ Description des moyens matériels • modalité d'entretien
• contrôles périodiques

2. MESURES PARTICULIERES

A DEVELOPPER DANS LE PPSPS AVEC PRECISION

- ✓ Mode opératoire propre aux travaux de l'entreprise et mesures de prévention
- ✓ Mesures de prévention permettant de prévenir :
 - les risques générés par l'activité d'autres entreprises
 - les risques liés à l'environnement du chantier (circulation, réseaux, exploitation diverse, etc.)
- ✓ Description des risques pour les autres intervenants du chantier

V - CONDITIONS D'APPLICATION

- ✓ Formation à la sécurité : • Personnel permanent
• Employés occasionnels (CDD - TT)
- ✓ Moyens de contrôle de l'application du PPSPS : • interne
• externe
- ✓ Adaptation et additifs du PPSPS

ANNEXE 2 : REGLES GENERALES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER ENGINS DE PRODUCTION ET VEHICULES DE SERVICE

EN REGLE GENERALE, RESPECTEZ les prescriptions du CODE DE LA ROUTE, ainsi que les règles spécifiques ci-après énumérées :

- ✓ AUTORISATION DE CONDUITE, délivrée par l'employeur, ou PERMIS DE CONDUIRE OBLIGATOIRE POUR TOUT CONDUCTEUR D'ENGIN OU VEHICULE ROUTIER.
- ✓ VERIFIER, avant mise en fonctionnement de l'engin, que personne ne risque d'être heurté au démarrage.
- ✓ ENTREZ sur la zone de chantier par les accès aménagés et RESPECTEZ la priorité aux engins et autres véhicules qui y circulent.
- ✓ ALLUMEZ VOS FEUX DE CROISEMENT (codes) quelles que soient les conditions atmosphériques.
- ✓ ALLUMEZ VOTRE GYROPHARE (couleur orangée) pendant la durée du chantier.
- ✓ CIRCULEZ À DROITE.
- ✓ RESPECTEZ LA SIGNALISATION temporaire et permanente en place.
- ✓ RESPECTEZ LA PRIORITE ABSOLUE aux véhicules de secours médical ou incendie.
- ✓ TOUTE MANOEUVRE DE REcul, à proximité d'une fouille, en crête d'un talus, sur un remblai etc., doit être OBLIGATOIREMENT GUIDEE par un SIGNALEUR placé AU NIVEAU DE LA CABINE (jamais à l'arrière) et COTE CONDUCTEUR.
- ✓ ASSUREZ-VOUS que la BENNE de votre engin est COMPLETEMENT BAISSÉE et repose bien sur le châssis AVANT D'ENTREPRENDRE TOUT DEPLACEMENT après déchargement.
- ✓ EN CAS de stationnement dû à une PANNE ne permettant pas le déplacement de l'engin, SIGNALEZ immédiatement sa présence par feux de détresse et triangle de pré signalisation ou tout autre moyen approprié.
- ✓ TOUT CONDUCTEUR, QUI QUITTE LA CABINE D'UN ENGIN, DOIT RESPECTER les règles applicables aux piétons.

REGLES GENERALES DE CIRCULATION DES PIETONS

EN REGLE GENERALE, RESPECTEZ les prescriptions du CODE DE LA ROUTE, ainsi que les règles spécifiques ci-après énumérées :

- ✓ ACCES INTERDIT à toute personne étrangère au chantier et non accompagnée par une personne habilitée.
- ✓ RESPECTEZ la signalisation de sécurité en place.
- ✓ EMPRUNTEZ les accès balisés pour la circulation des piétons.
- ✓ OBLIGATION POUR TOUT INDIVIDU CIRCULANT A PIED DE PORTER UN VETEMENT DE SIGNALISATION, A HAUTE VISIBILITE DE CLASSE 2 ou 3, en plus des autres EPI réglementaires.
- ✓ LE TRANSPORT de tout passager à bord d'un ENGIN est interdit. Le transport groupé du personnel vers les postes de travail se fera dans un véhicule spécialement aménagé.

ANNEXE 3 : PRINCIPALES REGLES D'HYGIENES ET DE SECURITE (BASE VIE)

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers
		> 4 mois	< 4 mois	
Tous Locaux		■	■	Aérés, éclairés et chauffés tenus en état de propreté constant
			■	- Si les locaux fixés ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins - Pour un chantier de travaux souterrains, le local-vestiaire doit se trouver au jour - Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution. Il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.
Local Vestiaire	Armoires vestiaires	■	■	Ininflammables, à 2 compartiments
			■	Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant
	Sièges	■	■	En nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)
Local réfectoire (Dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	Tables & Chaises	■	■	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	■	■	Chauffe gamelle, cuisinière ou micro-ondes avec consignes d'utilisation
	Eau potable fraîche et chaude	■	■	* Un robinet pour 10 usagers conseillé (obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas)
	Garde-manger ou réfrigérateur	■	■	* Réfrigérateur conseillé
Eau Potable	Pour la boisson	■	■	Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur
Sanitaires	Lavabos	■	■	Lavabos, 1 au moins par 10 travailleurs ou système de rampes équivalent
		■	■	Eau courante à température réglable
	Eau pour se laver		■	- Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder un réservoir, avec quantité suffisante - Si possible, l'eau doit être à température réglable
	Moyens de nettoyage, séchage ou essuyage	■	■	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sèche-chiffes électriques adaptés
Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		■	■	- Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygiénique - Un cabinet au moins avec poste d'eau
Douches		■	■	* Installation conseillée Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets

ANNEXE 4 : DECLARATION D'UTILISATION D'UN PRESTATAIRE DE SERVICES OU DE LOCATION DE MATERIELS AVEC CHAUFFEURS

ENTREPRISE TITULAIRE OU UTILISATRICE :	RESPONSABLE :	DATE DECLARATION :
Nom :		
ENTREPRISE DE LOCATION DE MATERIELS :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
PRESTATAIRE DE SERVICES POUR :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Autres :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Coordonnées de l'Entreprise :
.....
.....

Responsable du Chantier : **Mail :**

Nature des fournitures ou des travaux :

Effectifs prévus :

Date d'intervention prévue :

Durée d'intervention prévue :

Type de véhicule ou d'engin :

Produits dangereux utilisés Oui ☐ Non ☐

Engin avec chauffeur : Oui ☐ Non ☐

Type de chauffeur

- Entreprise utilisatrice : Oui ☐ Non ☐
- Entreprise de location : Oui ☐ Non ☐
- Entreprise intérimaire : Oui ☐ Non ☐
- Agence Intérim :

Permis habilitations :

Equipements de protection individuelle autres que ceux imposés par les consignes générales (boudrier classe II, chaussures de sécurité, casque) :
.....

Equipements du matériel de livraison et/ou engin :

- Gyrophare : Oui ☐ Non ☐
- Feux de recul : Oui ☐ Non ☐
- Avertisseur de recul : Oui ☐ Non ☐
- Autres :

A remplir par l'intervenant sur le chantier

Connaissance PPSPS Entreprise utilisatrice : Oui ☐ Non ☐

Utilisation des locaux d'hygiène de l'Entreprise utilisatrice : Oui ☐ Non ☐

Possession du plan d'accès : Oui ☐ Non ☐

Possession des consignes de secours : Oui ☐ Non ☐

Possession des consignes particulières à l'intervention : Oui ☐ Non ☐

Remarques de l'intervenant et/ou informations complémentaires échangées au cours de la visite préalable du :

.....
.....
.....

date :

Signature du représentant de l'entreprise intervenante :

nom du signataire

ANNEXE 5 : CONSIGNE D'APPEL D'URGENCE EN CAS D'ACCIDENT GRAVE

POUR ALERTER LES SAPEURS POMPIERS :

FAITES-LE : 18

**Depuis le téléphone urbain ou un téléphone
portable**

DIRE :

- Chantier : Travaux sur les bâtiments J et M au port de Lille.

- Lieu où on attendra les Secours Pompiers pour les diriger :

- accès par la 2^{ème} avenue sur le port de Lille

- Nature de l'accident (électrocution, incarceration, ensevelissement chutes, incendie...) et préciser la position des victimes (hauteur de chute, ...)

- Nombre supposé de victimes

- Blessures apparentes des victimes (saigne, respire, parle)

DANS TOUS LES CAS :

- Ne jamais raccrocher en premier et s'assurer de la compréhension de votre interlocuteur (faire répéter)

- Aller au point de rencontre (portail d'entrée du site) comme désigné dans le message d'appel

- Attendre les secours et les guider sur les lieux de l'accident

- Prévenir le responsable de l'entreprise de la victime

ANNEXE 6 : Rappel des consignes de l'exploitant pour les travaux au voisinage de leurs réseaux

B. PHASE REALISATION DES TRAVAUX :

I. DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX :

Conformément au décret N° 91-1147 du 14 octobre 1991, les entrepreneurs à qui seront confiés les travaux sont tenus, dix jours au moins avant le commencement (jours fériés non compris), d'établir une Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (D.I.C.T.) auprès des services RTE – ENEDIS Transport S.A. Nord Est

II. DISTANCES A RESPECTER PAR RAPPORT AUX LIGNES AERIENNES

Nous vous rappelons les prescriptions du Code du Travail pour les travaux à proximités d'ouvrages électriques, précise qu'il est strictement interdit à toute personne, matériel ou engin de chantier de s'approcher :

_ Dans le plan vertical à moins de 7 mètres des conducteurs (5 mètres plus 2 mètres). Cette distance est calculée pour permettre en principe, l'accès aux terrasses, toitures etc.....

_ Dans le plan horizontal à moins de 5 mètres plus $0,7 \times f$ (f étant la flèche du conducteur au point de la portée considérée). (Voir croquis annexe 65-48)

Ce décret s'applique pour tous travaux de construction, d'entretien et d'élagage.

Les services ENEDIS ne pouvant pour des raisons impérieuses mettre hors tension la ligne Haute Tension ou Très Haute Tension, il y aura donc lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'évolution de personnes ou d'engins incompatibles avec les règles précitées.

III. CIRCULATION DES ENGINS DE CHANTIER (PELLES HYDRAULIQUES, CAMIONS, TRACTEURS ETC...) SOUS LES LIGNES ELECTRIQUES.

_ La circulation à proximité des lignes Haute Tension revêt un caractère particulièrement dangereux.

_ Toutes les mesures doivent être prises afin de s'affranchir du risque électrique (Respect de la distance de sécurité de 5 mètres précitée). A titre d'exemple, les dispositions suivantes doivent être mises en œuvre :

_ Matérialisation au sol de la zone de circulation sous la ligne (Balisage).

_ Mise en place de gabarits (portiques), limitant la hauteur de passage. Ceux-ci seront placés de part et d'autre de la ligne électrique.

_ Mise en place de panneaux de signalisation avertisseurs du risque. Ces panneaux rappellent aux chauffeurs l'importance de contrôler à chaque passage que la benne est bien en position basse.

_ Mise en place de glissière de sécurité pour protéger mécaniquement les pieds de pylône.

_ Concernant les pelles hydrauliques : utilisation d'un limiteur de flèche, réglé de façon à respecter la distance de 5 mètres.

IV. UTILISATION DE GRUES ET ENGINS DE MANUTENTION A PROXIMITE D'OUVRAGES ELECTRIQUES AERIENS.

Le surplomb des conducteurs par une grue est interdit.

Vous devrez prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la chute d'une grue sur nos ouvrages ne soit pas possible.

En ce qui concerne une chute de grue sur nos conducteurs, vous devrez utiliser pour les grues un coefficient de sécurité au renversement propre à supprimer ce risque.

_ Par ailleurs les bras de grues évoluant à proximité des conducteurs ne doivent en aucun cas pénétrer dans la zone de sécurité de 5 mètres prescrite par le Code du Travail, compte tenu d'une part des balancements respectifs des conducteurs et des élingues des grues, d'autre part du point d'élingue et de la surface maximum des pièces manutentionnées. A titre d'exemple, les dispositions suivantes doivent être mises en œuvre :

_ Blocage mécanique des grues pour éviter de pénétrer dans la zone des 5 m citée ci-dessus.

_ Implantation des grues de telle façon à ne pas heurter les pylônes.

_ Protection des pieds de pylône par la pose de glissières de sécurité.

Afin de respecter ces contraintes vous devez rajouter au rayon de sécurité de giration des bras de grue:

_ Les distances de balancement des élingues compte tenu du point d'élingue, de la masse des pièces et des conditions de vent les plus défavorables.

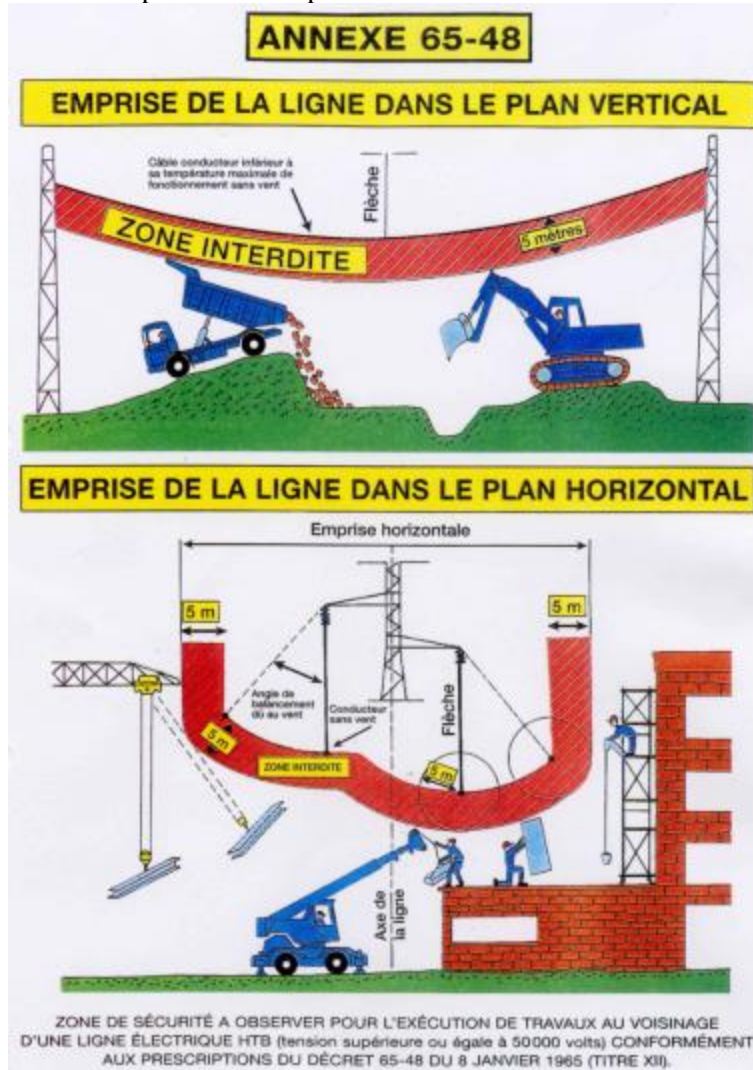
_ La surface maximum des pièces manutentionnées.

V. Mode Opérateur

Il y a donc lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'évolution de personnes ou d'engins incompatibles avec les règles précitées. Des panneaux avertisseurs, barrières, banderoles, gabarits etc. indiquant l'approche de cette zone dangereuse, devront être mises en place pour éviter tout contact accidentel.

Un mode opératoire rappelant les mesures de protection à mettre en œuvre doit être réalisé par l'entreprise intervenante. Il doit être formalisé et communiqué à l'exploitant de l'ouvrage électrique (RTE) avant tous travaux sous ou à proximité des lignes aériennes concernées.

Ce Mode Opératoire sera porté à la connaissance de tous les intervenants.



**ANNEXE 7 : D.H.O.L.** (Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité - Application de la Recommandation R.476)

Indice	Date	Objet des mises à jour	Nom du C. SPS	☎
01	06/02/2025	Rédaction initiale - DHOL joint au PGC	BLONSKI Alain	06 78 75 20 85

Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS

Adresse du chantier : 2ème rue du Port fluvial de Lille, bâtiment J et M. L'accès au site se fera par le rond-point en sortie de l'autoroute A25 puis par la 2ème avenue du Port de Lille	Coordonnées GPS : X : 70243.69 m et Y : 7059300.84 m
Contraintes horaires de livraison : Pendant les horaires de travail des exploitants de chaque bâtiment et d'ouverture du Port de Lille	Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS : A la charge du titulaire d'un lot
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...) : Risques liés aux chutes de hauteur du personnel, risques feux, risques de heurts entre engins et piétons	Quai de chargement, bâchage des camions et lavage des roues <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise

Nom de l'entreprise			Adresse			
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons			Coordonnées du réceptionnaire		☎	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit :		PTAC :		Autres caractéristiques :	
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) : D max = m		Hauteur max zone déchargement (en mètre) : H max = m		
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :				
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :	
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)					
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier					
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur					Type :
Signallement de Coactivités prévisibles le jour de la livraison	Description :					
	Mesures de prévention :					

Annexes du D.H.O.L. :

- Plan d'installation de chantier du titulaire du lot
- Consignes de sécurité :
 - Consignes d'accès, de circulation et de stationnement sur le chantier
 - Consigne « conduite à tenir en cas d'accident – Appel des secours »